

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

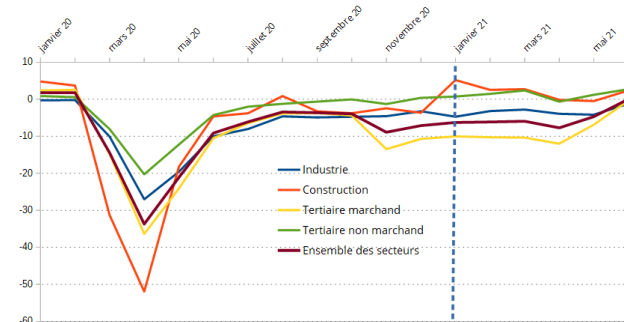
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, en juin 2021, le tertiaire non marchand et la construction dépasseraient leur niveau d'activité d'avant-crise. La situation s'améliorerait nettement dans le tertiaire marchand et l'industrie, tout en restant encore en retrait par rapport à la même période de 2019.

En juin 2021, le volume d'heures rémunérées s'est rapproché du niveau d'avant-crise mais des écarts sectoriels persistent

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



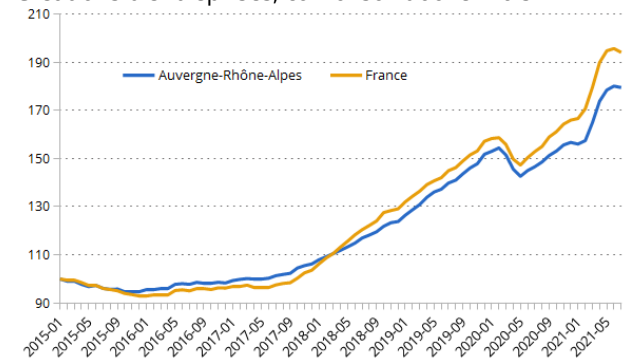
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee – glissement en % – données mensuelles consultées au 11 août 2021

En juillet 2021, le nombre de créations d'entreprises diminue légèrement par rapport au mois précédent et repasse sous la barre des 10 000. En cumul sur douze mois, un pic autour de 119 000 créations d'entreprises est atteint en juin et une décrue semble s'amorcer en juillet.

Les créations d'entreprises ont atteint un pic

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



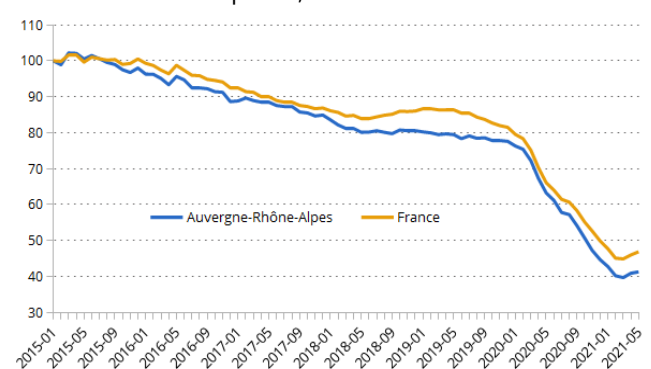
Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 27 août 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 – cumul 12 mois)

De mars 2020 à mars 2021, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées est en forte baisse. Ces données doivent être interprétées avec prudence : la baisse s'explique surtout par des reports de traitement des dossiers par les tribunaux de commerce et par les aides publiques qui peuvent éviter temporairement à des entreprises de déposer un dossier au tribunal de commerce.

À partir du mois d'avril 2021, les défaillances repartent à la hausse tant dans la région qu'en France.

Les défaillances amorcent une hausse

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



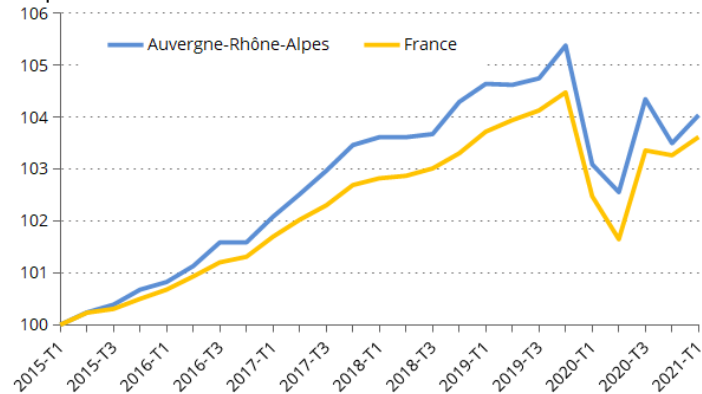
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 27 août 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 – cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total gagne 15 800 salariés au 1^{er} trimestre 2021. La hausse régionale est plus forte qu'en France hors Mayotte (+ 0,5 % contre + 0,3 %). Par rapport à l'avant-crise, la région compte encore 39 000 salariés de moins (- 1,3 %).

Reprise de l'emploi en début d'année

Emploi salarié



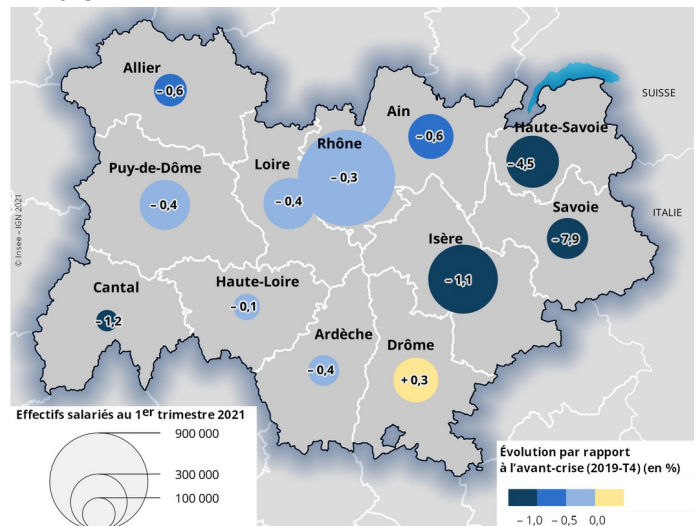
Source : Insee, données trimestrielles arrêtées fin juin 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Seule la Drôme dépasse son niveau d'avant-crise de 0,3 %. Les deux départements savoyards enregistrent les plus forts reculs depuis le quatrième trimestre 2019

(- 7,9 % en Savoie et - 4,5 % en Haute-Savoie). Le Cantal (- 1,2 %) et l'Isère (- 1,1 %) sont également en repli. Les autres départements baissent plus modérément, entre - 0,6 % et - 0,1 %.

Emploi : les deux Savoie peinent à se relever

Emploi salarié au 1^{er} trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



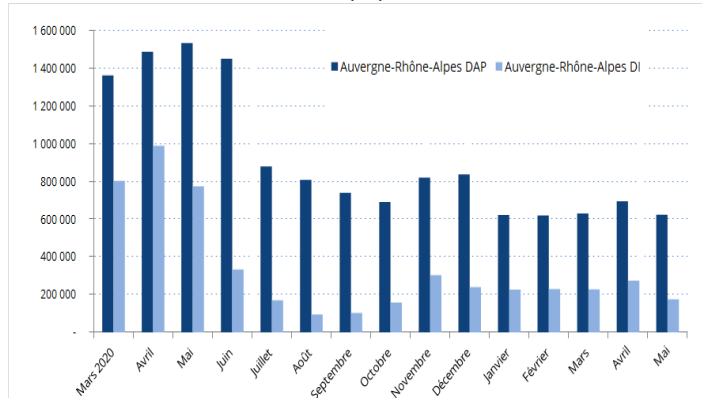
Source : Insee, données trimestrielles arrêtées fin juin 2021

MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans la région, le nombre de demandes d'indemnités pour activité partielle, proche de 227 000 tout au long du premier trimestre, augmente de 20% en avril, pendant le (troisième) confinement, avant de redescendre à 175 000 en mai.

Petit pic des demandes d'indemnisation en avril 2021

Activité partielle - demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)



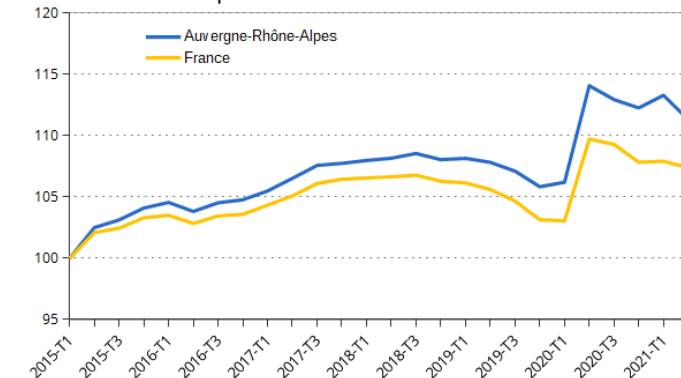
Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle - Données provisoires, Traitements DREETS ARA - Chiffres arrêtés au 23 août 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui avait fortement augmenté au premier trimestre 2021, décroît à 664 000 personnes à la fin du mois de juin,

soit une baisse de 1,8 % en trois mois (contre - 0,5 % en France). Leur nombre reste néanmoins supérieur de près de 5 % aux chiffres de fin 2019.

Le nombre de demandeurs d'emploi renoue avec la baisse au deuxième trimestre 2021

Demandeurs d'emploi en fin de mois

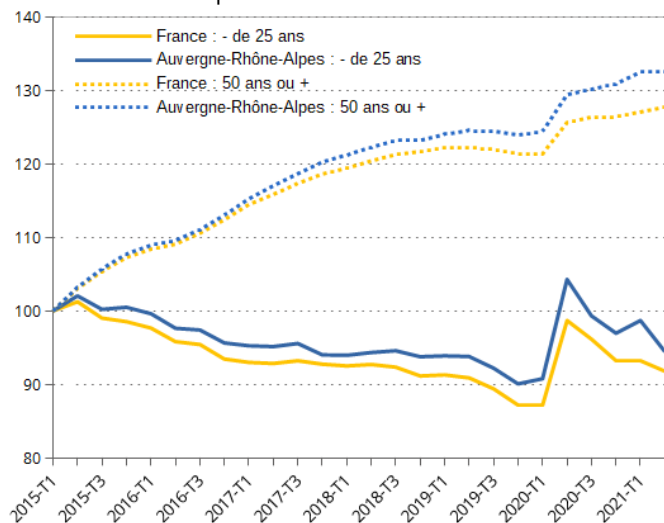


Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse trimestrielle est plus particulièrement marquée chez les jeunes de moins de 25 ans (- 4,3 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emplois de 50 ans ou plus cesse d'augmenter et se stabilise au deuxième trimestre.

La demande d'emploi des jeunes en baisse marquée, celle des seniors ne diminue pas

Demandeurs d'emploi en fin de mois

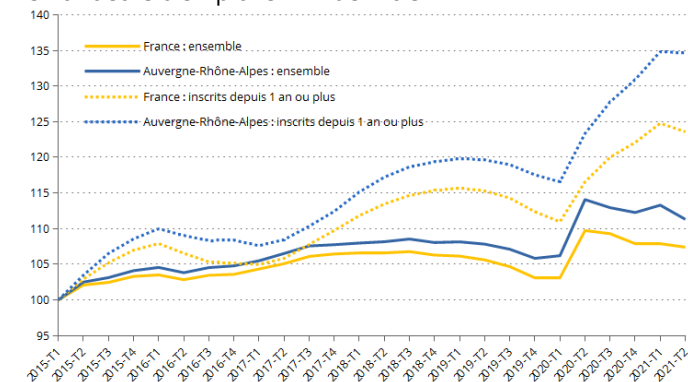


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

De même, la baisse de la demande d'emploi ne bénéficie pas aux chômeurs inscrits depuis un an ou plus, dont une part était déjà éloignée de l'emploi avant la crise, auxquels s'ajoutent désormais des demandeurs inscrits en tout début de crise. Ainsi, fin juin 2021, les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont presque aussi nombreux que trois mois auparavant, et 15 % de plus que fin 2019.

Stagnation à un niveau élevé des inscrits depuis un an ou plus

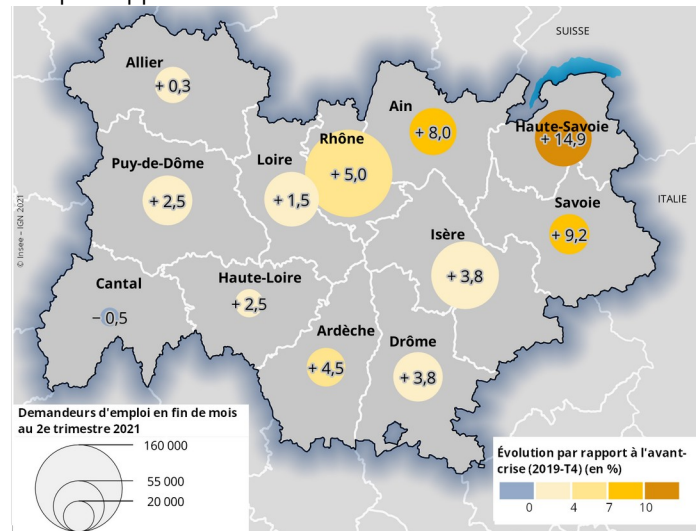
Demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Une augmentation des demandes d'emploi plus vive à l'est de la région

Demandeurs d'emploi à la fin du 2^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. L'Ain et les départements savoyards, dont le taux de chômage est structurellement inférieur au taux régional, ont subi les hausses les plus fortes.

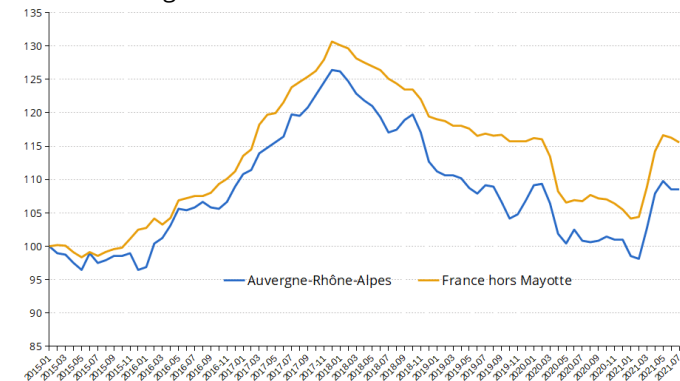
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Après une période faste, les mises en chantier de logements se stabilisent à un niveau élevé. Entre juin 2020 et juillet 2021, 52 200 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes, un niveau proche de l'avant-crise.

En juillet 2021, les mises en chantier de logements restent stables

Nombre de logements commencés

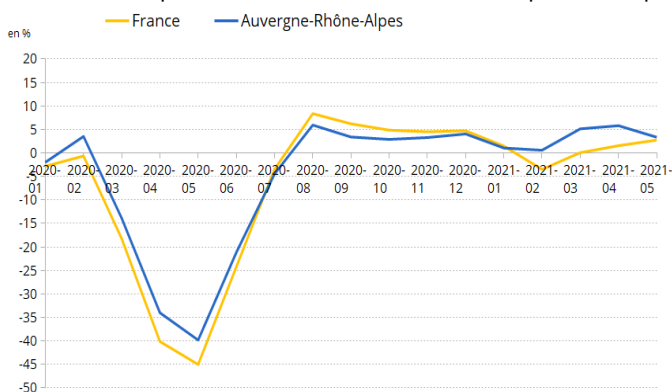


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 31 août 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La reprise de la production de béton prêt à l'emploi est enclenchée, avec de hauts niveaux de production entre mars et mai 2021, dépassant ceux des mêmes mois de 2019 (+ 3,3 %).

Reprise confirmée de la production de béton prêt à l'emploi

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



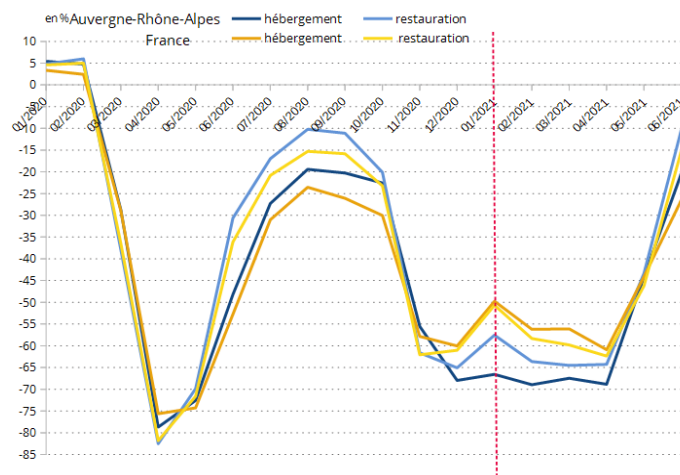
Cumul 3 mois. Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 2 août 2021, traitement CERC ARA

Hébergement - restauration

Après un mois de mai encore marqué par un niveau d'heures rémunérées inférieur de plus de 40 % au même mois de 2019, le secteur de l'hébergement-restauration profite, en juin, de la poursuite de la levée des restrictions sanitaires (couvre-feu repoussé à 23 h et accueil de clients en intérieur des restaurants à partir du 9 juin, puis levée du couvre-feu le 20 juin). La perte d'activité en juin se limite à 20 % dans l'hébergement et 10 % dans la restauration.

En juin, le volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration remonte avec la levée des mesures sanitaires

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

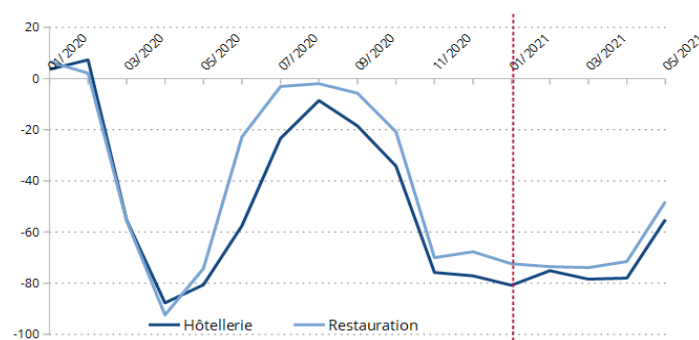


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 11 août 2021

Disponibles jusqu'en mai 2021, les indicateurs de chiffres d'affaires indiquent des pertes qui atteignaient encore 55 % pour l'hôtellerie et 48 % pour la restauration (par rapport à mai 2019), malgré la ré-autorisation des déplacements interrégionaux (3 mai) et la réouverture des terrasses des restaurants (19 mai).

Une perte de chiffres d'affaires de l'ordre de 50 % en mai dans l'hôtellerie-restauration

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

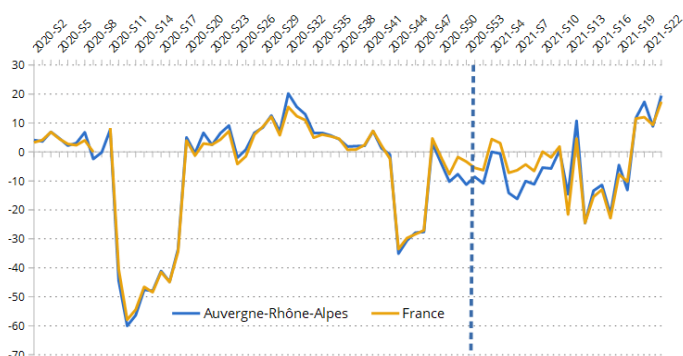
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DGFiP, données arrêtées au 11 août 2021

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

En Auvergne-Rhône-Alpes, la reprise de la consommation des ménages, soutenue par la réouverture des commerces le 19 mai 2021, s'est traduite par des transactions CB (hors achats par Internet) dont le volume est sensiblement supérieur à celui de 2019 (de l'ordre de 10 % en mai 2021 par rapport au même mois de 2019).

Confirmation de la reprise de la consommation des ménages

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparés aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait plein vertical.

Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

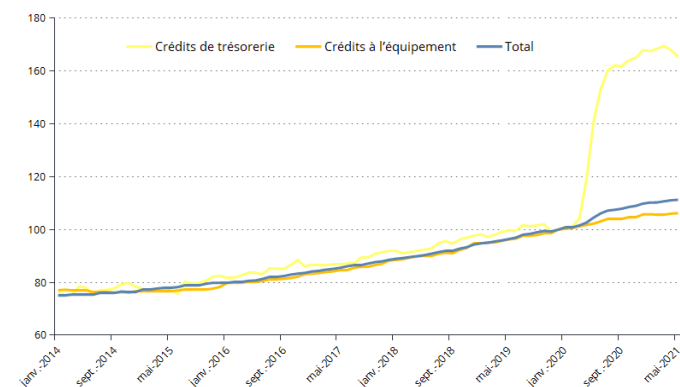
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 11 août 2021

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis janvier 2021, les crédits de trésorerie reculent légèrement sur les mois d'avril et mai 2021 (- 2,4 % en mai par rapport au record de mars, mais + 66 % par rapport à mai 2019).

Légère diminution des encours des crédits de trésorerie

Évolution des encours de crédit accordés



Indice base 100 en décembre 2019

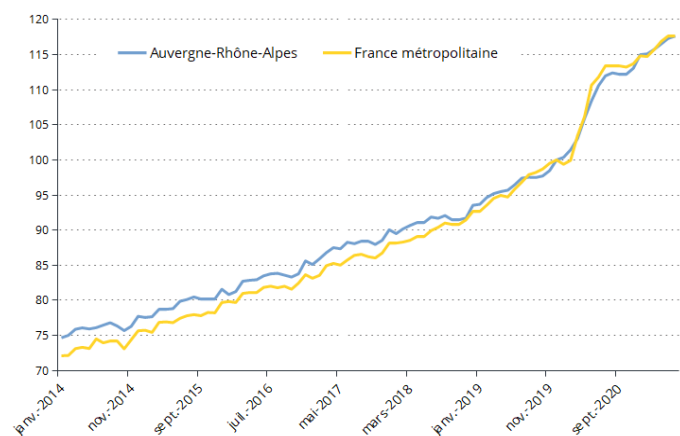
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Les encours de dépôts de la clientèle non financière poursuivent leur ralentissement dans la région en mai 2021 (+ 0,2 % d'augmentation sur un mois contre + 0,7 % en avril), tandis qu'ils se stabilisent en France (- 0,1 %).

Les encours de dépôts poursuivent leur ralentissement

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

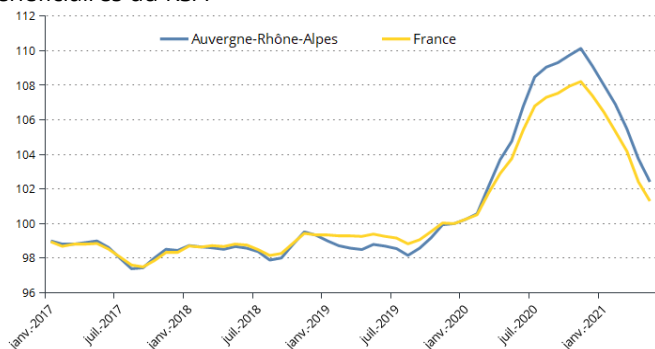
INDICATEURS SOCIAUX

De mars à novembre 2020, le nombre de bénéficiaires du RSA a été en hausse continue à la suite des effets du premier confinement, avant d'amorcer une décrue en décembre et début 2021.

Cette décrue se confirme en mai : le nombre d'allocataires recule à 163 000 dans la région, soit 2,4 % au-dessus du niveau d'avant-crise (159 000), une position moins favorable que celle de l'ensemble de la France (+ 1,3 %).

Le nombre d'allocataires du RSA diminue depuis cinq mois

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

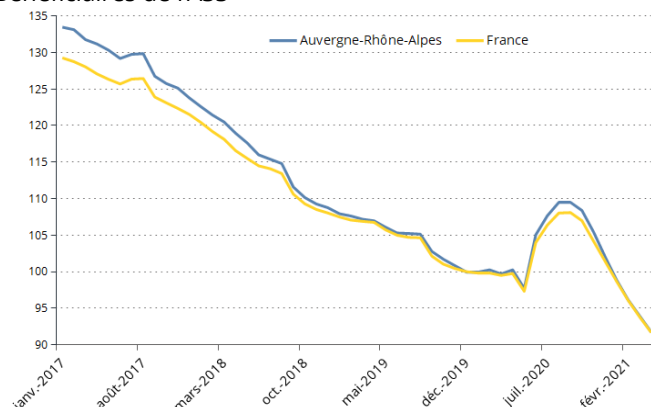
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 11 août 2021

Fin avril 2021, le nombre d'allocataires percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) s'établit à 29 000 dans la région, soit 16 % en dessous du pic de septembre 2020 et même 8 % en dessous de son niveau d'avant-crise. La baisse est liée en grande partie aux mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage, qui concernent les demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits entre le 30 octobre 2020 et le 30 juin 2021.

Le nombre d'allocataires de l'ASS diminue, dans un contexte de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 11 août 2021